



PREFET DE LOT-ET-GARONNE

Direction Départementale des Territoires
Service Territoires et Développement
Connaissance des Territoires et Missions Interministérielles

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2011332 - 0007
modifiant le classement administratif des activités et stockages
de la société SITA Sud Ouest

**Le Préfet de Lot-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

- VU le titre I^{er} du livre V de la partie législative du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L.513-1 ;
- VU le titre I^{er} du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, et en particulier ses article R.511-9 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, R.513-1 et R.513-2 relatifs aux installations fonctionnant au bénéfice des droits acquis ;
- VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement et modifiée notamment par les décrets n°2009-1341 du 29 octobre 2009, n°2010-367 et n°2010-369 du 13 avril 2010 et n°2010-875 du 26 juillet 2010 ;
- VU la circulaire DGPR n°DEVP1029816C du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n°2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets ;
- VU l'arrêté préfectoral n°99-0756 du 12 avril 1999 autorisant les installations et activités de la société SURCA dans son établissement de plate-forme de transfert et d'inertage de déchets d'activités de soins à risques infectieux exploitée sur le territoire de la commune de Foulayronnes (47550) ZAC « Villages d'Entreprises » ;
- VU le récépissé de changement d'exploitant en date du 12 septembre 2007 au profit de la société SITA Sud Ouest ;
- VU le courrier de la société SITA Sud Ouest en date du 8 avril 2011 fournissant les éléments nécessaires de comparaison et d'évaluation entre les critères de classement vis à vis des anciennes rubriques et justifiant le reclassement dans les nouvelles rubriques de la nomenclature des installations classées ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 novembre 2011;
- CONSIDÉRANT** que le classement administratif des installations classées exploitées par la société SITA Sud Ouest sur le territoire de la commune de Foulayronnes (47550) ZAC « Villages d'Entreprises » nécessite d'être mise à jour au vu des évolutions de la nomenclature des installations classées par décrets susvisés ;
- CONSIDÉRANT** que l'exploitant a effectué la déclaration requise dans le délai d'un an mentionné à l'article L.513-1 du code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions techniques actuelles réglementant le site qui sont incluses ou annexées à l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 sont suffisantes et n'ont pas été modifiées ;

CONSIDÉRANT que le présent arrêté n'imposant pas de nouvelles prescriptions, ni ne portant sur l'abrogation de prescriptions existantes ; il n'est pas nécessaire de le soumettre à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Lot-et-Garonne ;

ARRETE

Article 1 : Situation administrative

L'établissement de la société SITA Sud Ouest situé sur le territoire de la commune de Foulayronnes (47550) ZAC « Villages d'Entreprises » est exploité sous couvert l'arrêté préfectoral n°99-0756 du 12 avril 1999, dont le siège social se trouve Agence MEDISITA 4 rue Claude Bernard 33560 SAINTE HEULALIE.

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°99-0756 du 12 avril 1999 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Alinéa	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unités du volume autorisé	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719 :	Transit de DASRI	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	1	t/j	6	t/j

A (Autorisation) AS (autorisation avec servitudes d'utilité publique) E (Enregistrement D (Déclaration) D C (déclaration avec contrôle périodique) ou NC (inférieur au seuil de classement = non classé)
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

Article 2 : Prescriptions techniques

Les prescriptions techniques réglementant le site qui sont incluses ou annexées à l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 susvisé restent inchangées.

Article 3 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

Article 4 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Bordeaux :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de

l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service,

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

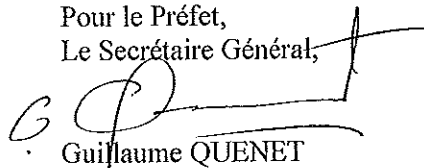
Article 5 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Lot-et-Garonne,
M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Les inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité,
M. le Maire de la commune de Foulayronnes.

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté, dont une ampliation leur sera adressée.

AGEN, le **28 NOV. 2011**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Guillaume QUENET